



**HAL**  
open science

## Le trumpisme, danger pour la démocratie américaine ?

François Vergniolle de Chantal

► **To cite this version:**

François Vergniolle de Chantal. Le trumpisme, danger pour la démocratie américaine ?. David Diallo; Eric Rouby; Adrien Schu. Trump ou l'érosion de la démocratie américaine, Presses universitaires de Bordeaux, 2023, Politique XIX - XXI, 979-10-300-0978-1. hal-04176331

**HAL Id: hal-04176331**

**<https://hal.science/hal-04176331>**

Submitted on 2 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le trumpisme, danger pour la démocratie américaine ?

François Vergniolle de Chantal est professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Cité (LARCA UMR 8225). Il a publié *L'impossible présidence impériale* (Editions du CNRS, 2016) et a dirigé un collectif, *Obama's Fractured Legacy. The Politics and Policies of an Embattled Presidency* (Edinburgh UP, 2020). Courriel : [fdechantal@u-paris.fr](mailto:fdechantal@u-paris.fr)

Quel impact pour la « gouvernance du chaos »<sup>1</sup> que fut la présidence Trump sur la démocratie américaine ? Les différentes contributions de cet ouvrage proposent une analyse fine des évolutions politiques, sociales et institutionnelles à l'œuvre entre 2016 et 2020 et alimentent ainsi un débat incessant depuis le départ officiel de Trump de la Maison Blanche. Sans faire un énième bilan de cette présidence raccourcie à un seul mandat, secouée de scandales et ayant entraîné pas moins de deux mises en accusation (*impeachment*), les chapitres rassemblés ici s'interrogent collectivement sur des questions plus larges, telles que le rôle de la polarisation politique, aussi bien au niveau des élites que des électeurs, dans le fonctionnement de la démocratie américaine, les mutations de la droite, les nouvelles mobilisations sociales, mais aussi l'exercice du droit de vote ou la liberté religieuse.

Dans ce bref essai conclusif, il ne s'agira bien sûr pas de clore un débat qui promet de se poursuivre, mais de tracer quelques pistes de réflexion à partir des arguments développés dans cet ouvrage.

Il va de soi que les maux dont souffre la démocratie américaine – cynisme citoyen, financement politique obscène par ses montants et son emploi, polarisation partisane, omniprésence d'une communication médiatique négative, leadership charismatique etc. – ne datent pas de l'élection de 2016. De ce point de vue, Trump fut à la fois un symptôme de ces dysfonctionnements, tout en contribuant puissamment à les accélérer. Déjà profuse, la littérature sur ce point n'a fait que croître pour s'interroger notamment sur la façon dont les démocraties, y compris anciennes et stables, pouvaient s'affaiblir, voire disparaître<sup>2</sup>. A

---

<sup>1</sup> Voir le numéro de la revue *Politique Américaine*, n°31 (2018), « Trump ou la gouvernance du chaos » (dir. Vincent Michelot).

<sup>2</sup> Voir Daniel Ziblatt, Steven Levitsky, *How Democracies Die*, New York, Crown, 2018. On lira aussi Julia Azari, « American democracy is Fracturing – but there is reason to hope », *The American Prospect*, 26 mai 2022 :< <https://www.prospectmagazine.co.uk/world/american-democracy-is-fracturing-but-there-is-reason-to->

contrario, la présidence Trump permet aussi de s'interroger sur la résilience de la démocratie américaine, c'est-à-dire sa capacité à durer face à des défis redoutables tels la polarisation partisane, la remontée des tensions ethniques, les inégalités sociales et un pouvoir exécutif mis au service exclusif de son titulaire <sup>3</sup>.

Le degré de résilience se mesure de deux façons, l'une institutionnelle et l'autre sociale <sup>4</sup>. Dans le premier cas, le critère est d'assurer la responsabilité (*accountability*) politique au sens large – à la fois en termes de légalité et de légitimité – dans le cadre de la séparation des pouvoirs horizontale (contrôle mutuel des institutions, par le biais des *checks and balances*) et verticale (des élus par leurs électeurs dans le cadre d'une compétition électorale organisée grâce aux partis). Dans le second cas, le critère est la mobilisation de la société civile, selon une logique associative depuis longtemps analysée comme une condition essentielle de la survie des régimes démocratiques, toujours menacés par l'apathie citoyenne qui, comme l'écrivait Tocqueville, ouvre la voie à toutes les dérives.

Ces deux critères conduisent à une conclusion en demi-teinte qui est illustrée par différents chapitres de l'ouvrage, notamment l'article d'Eric Rouby, celui de Maxime Cherveaux et d'Aurore Portet et l'entretien avec Sean Thierault de l'Université du Texas à Austin (réalisé par Aurore Portet et traduit par Marion Pulce), qui montrent l'omniprésence délétère de la polarisation pour l'équilibre institutionnel du pays. Eric Rouby explique très précisément l'évolution quasi-schmittienne du discours politique américain avec la généralisation de la dialectique Ami/Ennemi et l'effacement concomittant de la notion plus civile d'adversaire ; Maxime Cherveaux et Aurore Portet décrivent avec minutie le mouvement « Stop the Steal » et le déroulé de l'assaut contre le Capitole et en expliquent notamment les spécificités au sein de la galaxie trumpiste. A un niveau institutionnel, les deux mises en accusation contre Trump ont montré le soutien sans failles dont celui-ci a bénéficié de la part de ses coreligionnaires au Congrès, y compris après l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021. Quelques décennies plus tôt, Nixon ne pouvait pas compter sur un tel loyalisme partisan, ce qui montre parfaitement la façon dont l'allégeance partisane l'emporte dorénavant sur le « patriotisme institutionnel » si cher à Madison dans les *Federalist Papers*. Plus

---

[hope](#)>. Plus universitaire, Robert C. Lieberman, Suzanne Mettler, Thomas Pepinsky, Kenneth Roberts, Richard Vallely, « The Trump Presidency and American Democracy », *Perspectives on Politics*, vol.17, n°2, juin 2019.

<sup>3</sup> Robert C. Lieberman, Suzanne Mettler, Kenneth M. Roberts, *Democratic Resilience. Can the United States Withstand Rising Polarization?* New York, Cambridge University Press, 2022.

<sup>4</sup> Je laisse de côté ici la question des relations internationales et des conflits extérieurs, pourtant très importante dans la mesure où la démocratie ne saurait se comprendre uniquement en termes domestiques (et de droits), mais aussi en termes de réflexion sur l'Etat et ses relations extérieures.

problématique encore, la pénétration de cette polarisation dans l'opinion publique, avec quelques 70% des électeurs républicains convaincus que Trump a été victime d'une fraude électorale massive en 2020, ce dont aucune preuve n'a été apportée <sup>5</sup>. L'article d'Olivier Richomme montre aussi que les Républicains au niveau des Etats n'hésitent pas à mettre en œuvre des lois qui restreignent l'exercice du droit de vote par des minorités – notamment les Afro-Américains, massivement démocrates – au nom d'une fantasmagorique lutte contre la fraude, devenue une antienne du GOP (*Grand Old Party*) depuis 2016, ce que relève également Marion Douzou dans sa contribution. L'anémie grandissante des dispositifs institutionnels se manifeste aussi par la disparition des normes qui organisaient traditionnellement le comportement des responsables politiques et notamment du président. Les textes d'Adrien Schu (sur le renseignement) et de Jean-Loup Samaan (sur les liens entre civils et militaires) rendent compte de la politisation grandissante d'institutions – l'armée et la communauté du renseignement – qui étaient jusqu'alors relativement épargnées (au moins publiquement) par les aléas de la vie politique et les desideratas présidentiels. Pour finir, le chapitre de Nawal Issaoui, qui traite de la jurisprudence de la Cour suprême autour de la liberté religieuse et du « mur de séparation » entre Eglises et Etat, montre la façon dont la présidence Trump a remodelé de façon décisive la plus haute instance judiciaire du pays en renforçant sa majorité conservatrice.

L'ouvrage présente un bilan des mobilisations citoyennes qui en montre toute l'intensité. Les chapitres de Damien Simonneau, sur la question migratoire en Arizona, et de David Bertrand, sur les mouvements féministes, peuvent être lus comme de parfaites illustrations de la traditionnelle dynamique toquevillienne selon laquelle la démocratie se pérennise grâce à la mobilisation « par le bas » (*grassroots*), en l'occurrence face à une administration qui a multiplié les décisions polarisantes, déclenchant ainsi une prise de conscience de certains segments de la société civile. Cet activisme se décline néanmoins sur un mode qui vient directement en écho à la brutalité des actions de l'administration, renforçant ainsi la polarisation et la dégradation des normes qui sous-tendent l'exercice quotidien de la démocratie. La présidence Trump a aussi montré que les mobilisations ne sont pas le seul fait de la gauche et des mouvements progressistes. Damien Simonneau explique d'ailleurs comment l'immigration a d'abord constitué une source de mobilisation conservatrice en Arizona au tournant des années 2010, avant que l'évolution démographique

---

<sup>5</sup> On lira sur ce point cette analyse du *Washington Post*: <https://www.washingtonpost.com/politics/2022/01/07/republicans-big-lie-trump/> (consulté en mai 2022).

de l'Etat ne change la donne. Ce sont les contributions de Marion Douzou et d'Agnès Trouillet qui mettent le plus en lumière la continuité de la « culture contestataire » au sein de la droite américaine. Les articles montrent notamment la façon dont Trump s'inscrit très directement dans les mouvements conservateurs qui l'ont précédé, que ce soit au niveau des modalités de campagne (« démagisme »), du refus de tout compromis avec les Démocrates, ou encore des réseaux conservateurs qui ont entouré, animé et financé l'administration.

A l'issue de ce panorama mitigé, le lecteur se laissera volontiers aller au pessimisme inhérent à l'idée démocratique elle-même, à savoir l'existence d'un vice de forme originel et intraitable de la démocratie, régime instable, décrié depuis les philosophes de l'Antiquité et quantité d'autres penseurs dont les travaux la questionnèrent sans relâche. Dans le cas de la démocratie américaine contemporaine, le questionnement se concentre sur trois éléments principaux : d'abord une institution présidentielle bien souvent limitée dans sa capacité d'action par la polarisation au Congrès ; ensuite, un épuisement idéologique de la droite américaine, qui semble incapable d'être ce qu'appelait Reagan en son temps, c'est-à-dire l'idéologie du futur ; enfin, une grave crise de légitimité systémique où le pouvoir semble confisqué et en décalage grandissant avec une majorité de la population américaine.

Depuis le scandale du Watergate, les dénonciations d'une « présidence impériale », selon l'expression d'Arthur Schlesinger dans son livre éponyme, sont légions et généralement teintées d'accusation partisans : Obama fut ainsi accusé d'abuser de ses pouvoirs par les Républicains, tout comme Trump le fut à son tour par les Démocrates. Or cette crainte semble en fait de plus en plus infondée et ne ressort en fin de compte que d'une rhétorique partisane. La réalité de l'institution présidentielle, derrière les coups de menton ou les déclarations outrancières d'un Trump, est celle d'un affaiblissement. La présidence « moderne », celle née dans les années trente, montre de très nombreux signes de dysfonctionnement. Comme l'a analysé Stephen Skowronek, elle semble « épuisée »<sup>6</sup>, car le modèle plébiscitaire créé avec Franklin Roosevelt ne tient plus ses promesses dans le cadre de la polarisation contemporaine. Le modèle traditionnel depuis le *New Deal* repose sur un président qui joue de sa popularité auprès de l'opinion publique et fait un recours massif aux médias (des *firesidechats* de FDR aux réseaux sociaux de nos jours) afin d'imposer son programme au Congrès en constituant le plus souvent des majorités *ad hoc*. Ce schéma conditionne le rythme de la vie politique nationale. Les succès d'un président se mesurent à sa capacité à domestiquer le Congrès et à

---

<sup>6</sup> Stephen Skowronek, «Twentieth-Century Remedies», *Boston Law Review*, vol.94, 2014, p.795-805.

faire adopter ses projets. Il a aussi servi de base à la pratique politique non seulement des présidents progressistes (de FDR à Obama en passant par Lyndon Johnson et Clinton) mais des présidents conservateurs (Nixon, Reagan et G.W.Bush). Le président est en effet le « réformateur en chef » qui dicte l'agenda national en mobilisant l'opinion. Or ce modèle montre ses limites, au moins depuis le début des années 2000 et en dépit de la reconstruction de l'institution présidentielle sous la présidence Bush. La polarisation partisane au Congrès constitue un handicap majeur pour n'importe quelle administration, y compris en cas d'alignement partisan car les procédures minoritaires au Sénat, tel le *filibuster*, sont de puissants moyens de bloquer le processus législatif. L'administration Trump (tout comme celle d'Obama d'ailleurs) n'a pas dérogé à cette évolution de long terme. Les oukazes présidentiels entre 2016 et 2020 ne doivent pas être confondus avec un renforcement de l'institution. Bien au contraire, le bilan de l'administration n'incite pas à conclure à un retour de la présidence impériale. En termes législatifs, la présidence Trump aboutit à bien peu de réussites, et surtout, il y a fort à parier qu'un autre président républicain aurait sans doute obtenu des résultats très similaires en politique intérieure avec essentiellement des baisses d'impôts fédéraux et des nominations conservatrices aux cours fédérales. Autrement dit, la multiplication des décrets et autres outils administratifs ne doit pas faire illusion. La présidence Trump a eu des relations très difficiles avec le Congrès, y compris quand celui-ci était aux mains des Républicains. Bien loin d'aboutir à des réformes « bipartisanes », le président n'a pu gouverner que par *executive orders* (par exemple pour la construction du mur à la frontière avec le Mexique). Multipliant les provocations verbales et les Tweets rageurs, il a puissamment contribué à diviser un pays déjà en proie à de profonds clivages. La présidence Trump fut donc symptomatique d'une institution qui ne réussit pas à embrayer sur un système politique polarisé: limitée à des outils administratifs pour gouverner, elle-même polarisante et avec une base populaire plutôt étroite, la présidence Trump fut un pauvre équivalent de la présidence plébiscitaire héritée du *New Deal*.

L'état de la droite américaine est la deuxième interrogation héritée de Trump. Le renouveau du conservatisme américain depuis les années soixante est allé de pair avec une mobilisation des « électeurs blancs » – mais pas seulement – animés par une « insécurité culturelle » que les candidats républicains ont su utiliser à leur avantage et qui se décline encore de nos jours autour des enjeux de race (discrimination « anti-Blancs »), de famille (mariage homosexuel, droit à l'avortement) et de tradition (port d'armes). Cette mobilisation était néanmoins mise au service d'une idéologie conservatrice qui, en dépit de sa diversité, se

concrétisait autour de programmes précis (libre échange, décentralisation, conservatisme fiscal etc) à chaque échéance électorale. Or la montée fulgurante de Trump et son administration ont totalement rebattu les cartes. En faisant campagne avec des idées de gauche (défense de *Social Security*, de *Medicare*, protectionnisme) et de droite (immigration, mur à la frontière, *America First*), sans pour autant se donner la peine de rentrer dans des détails programmatiques, Trump a tourné la page du conservatisme plus traditionnel qui l'a précédé.

Nombreux furent ainsi les conservateurs à ne pas faire de Trump l'un des leurs<sup>7</sup>. En l'absence d'un marqueur clair, les observateurs mettaient volontiers en avant la seule ambition d'un candidat obsédé par l'idée de garantir sa survie électorale par n'importe quel moyen. L'accusation n'a pas disparu une fois Trump élu, bien au contraire. Ainsi Ron Christie, un analyste républicain qui avait travaillé à la Maison Blanche sous G.W. Bush déclarait à la BBC en 2018 que le trumpisme était « what the president believes on any particular moment on any particular day about any particular subject. (...) He could believe he's against climate change on Monday, and Tuesday, he could come back to you and say I am the most ardent believer in climate change, but by Wednesday he could go back to his previous position »<sup>8</sup>. L'inintérêt présidentiel pour les doctrines idéologiques fut patent, de sorte qu'un opportunisme bien compris a constitué son horizon d'action, ce que le GOP entérina lors de la présidentielle de 2020 en n'adoptant aucun nouveau programme (*platform*) officiel.

De ce point de vue, Trump pourrait certes représenter une forme d'épuisement de la « révolution conservatrice » des dernières décennies. Mais il constitue surtout un parfait exemple de ce que P-A Taguieff définit comme un « populisme-attitude », indépendant des visions ou des traditions plus ou moins structurées, politiquement indéterminé, mais idéalisant le « populaire », une sorte de « faux-pulisme »<sup>9</sup>. Cette « attitude » est particulièrement visible dans le rapport de Trump aux idéologies : souvent décrit comme « sans idéologie » (*non-ideological*), Trump puise en réalité dans un répertoire commun, accessible à tous, qui serait

---

<sup>7</sup> En janvier 2016, Rich Lowry le rédacteur en chef de la *National Review*, organe historique de la droite américaine, écrivait un éditorial cinglant contre Trump. Voir l'ouvrage de Robert P. Saldin et Steven M. Teles, *Never Trump. The Revolt of the Conservative Elite*, Oxford University Press, 2019.

<sup>8</sup> BBC, « What is Trumpism ? », Jon Sopel, 20 janvier 2018 : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-42738881> (consulté en mai 2022).

<sup>9</sup> Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle*, n°56, octobre-décembre 1997, p.4-33. La catégorie « populisme-attitude » est abordée p.15. Le terme de « faux-pulisme » est tiré de Lauric Henneton, « Trump, Sanders et la nouvelle donne populiste aux Etats-Unis », février 2018 : <https://www.sciencespo.fr/ceci/fr/content/dossiersduceci/trump-sanders-et-la-nouvelle-donne-populiste-aux-etats-unis> (consulté en mai 2022).

en-deçà des idéologies traditionnelles (*sub-ideological*)<sup>10</sup>. La politique ne s'offre pas à lui en des termes idéologiques. Sa personnalisation à outrance du pouvoir lui fait envisager les enjeux comme des arguments *ad hominem* – que l'on songe à sa propension à trouver des surnoms pour ses adversaires de *Crooked Hillary* à *Sleepy Joe* – sur un mode plus ou moins intense, voire extrême. Pour l'ex-animateur de *The Apprentice*, la politique se résume en quelque sorte à un jeu où les candidats en lice n'ont qu'un objectif, gagner. Ainsi, tous les coups sont permis. Trump présente la politique sous un jour abordable, comme pourraient les électeurs dépourvus de compétence politique pourraient l'appréhender : c'est-à-dire comme un seul affrontement de personnes où les partis, les doctrines, les héritages intellectuels sont secondaires car opaques et où, finalement, tous les compromis sont possibles et faciles. Ce positionnement est la base du succès de communication dont Trump bénéficie auprès de ses électeurs : il parle naturellement leur langage, ce qui lui permet de projeter une image de proximité qui a parfois été assimilée à un fan-club<sup>11</sup>. Depuis le départ de Trump de la Maison Blanche, les édiles du Parti républicain sont donc confrontés à un choix quasi-existential entre les tenants de la nouvelle orthodoxie présidentielle et les partisans d'un retour à la normale.

Enfin, la présidence Trump a mis en relief des problèmes majeurs de légitimité dans le fonctionnement de la démocratie américaine. Tout d'abord, l'impact de Trump sur les normes de la démocratie américaine (essentiellement une forme de retenue) est sans doute plus insidieux que les scandales qui ont ponctué son mandat. Autrement dit, la rupture frontale avec les normes est sans doute moins grave qu'un travail de sape de plus long terme. Une rupture brutale entraîne une réaction (*backlash*), qu'elle soit politique (comme les deux *impeachment*) ou sociale (mobilisation électorale) ; en revanche, instiller du doute dans les procédures politique, manipuler la vérité et entamer la confiance de l'opinion dans les institutions et les élections, est beaucoup plus grave car plus difficile à réparer. Si l'on quitte le domaine des normes de comportement pour passer à des questions plus strictement institutionnelles, alors le constat est clair : certaines d'entre elles sont antérieures à Trump, mais c'est bien avec lui qu'elles ont atteint un degré qui confine à la crise généralisée de légitimité. Son élection grâce au seul Collège Electoral (avec trois millions de voix de moins que son adversaire démocrate) ne fut qu'un point de départ pour une administration qui a

---

<sup>10</sup> Jonathan Cahit, « Trump Isn't a Pragmatist. He Doesn't Understand Ideology », *New York Intelligencer*, 3 mai 2017: <https://nymag.com/intelligencer/2017/05/trump-isnt-a-pragmatist-he-doesnt-understand-ideology.html> (consulté en mai 2022).

<sup>11</sup> Virginia Heffernan, « Call Trumpism What It Is : A Cult », *Los Angeles Times*, 10 janvier 2020: <https://www.latimes.com/opinion/story/2020-01-10/donald-trump-cult-steven-hassan-moonie> (consulté en mai 2022).



totalemment remodelé les cours fédérales avec le soutien enthousiaste d'un Sénat républicain qui, sous la férule du *Majority Leader* Mitch McConnell (Virginie Occidentale), a assuré une prééminence conservatrice sur la Cour suprême pour les décennies à venir. Que cette évolution majeure se soit faite avec des élus républicains ne représentant qu'une minorité de la population américaine ou que Mitch McConnell ait sans hésiter abandonné son propre précédent de 2016 interdisant de voter sur une nomination présidentielle à la Cour suprême durant une année électorale, ne font qu'illustrer une fois de plus l'intensité de la polarisation partisane et les aberrations auxquelles elle peut conduire. Depuis 2020, les Etats-Unis sont ainsi dotés d'une instance judiciaire bien plus à droite que l'opinion publique sur des sujets de société majeurs, comme le droit à l'avortement, le financement électoral ou encore l'interprétation du 2<sup>nd</sup> Amendement. Ce legs de la présidence Trump est sans doute un des défis les plus importants auquel la démocratie américaine doit maintenant se confronter. La situation est d'autant plus préoccupante que la Cour suprême voit sa popularité chuter : longtemps considérée comme un arbitre indépendant avec plus de 60% d'opinions favorables, elle n'obtient plus que 40% d'opinions positives après les trois nominations décidées par l'administration Trump <sup>12</sup>. Il s'agit d'une évolution d'autant plus préoccupante que le Congrès, premier des pouvoirs au terme de la Constitution, reste plus que jamais à un niveau abyssal de popularité, à 18% en janvier 2022, et tout particulièrement parmi les électeurs républicains (9% d'opinions favorables) <sup>13</sup>. L'attaque du Capitole en janvier 2021 prend dans ce contexte une dimension toute particulière : l'absence de tout sentiment de soutien pour l'institution illustre la crise gravissime dans laquelle elle se trouve. Le Congrès reste perçu comme une assemblée dysfonctionnelle, emberlificotée dans des procédures incompréhensibles, et prise en main par un club de millionnaires aux vues bien plus extrêmes que leurs électeurs.

Les causes de préoccupation sont donc nombreuses (paralysie institutionnelle, déliquescence idéologique de la droite, crise de légitimité endémique). Néanmoins, ce n'est pas la première fois, tant s'en faut, que la crise de la démocratie américaine a été annoncée et lamentée : dès 1802, Alexander Hamilton écrivait que la constitution de 1787 était devenue « une structure fragile et vaine » <sup>14</sup>. Or le régime américain a su faire preuve d'une résilience

---

<sup>12</sup> Voir par exemple cette analyse de Gallup : <https://news.gallup.com/poll/354908/approval-supreme-court-down-new-low.aspx> (consulté en mai 2022).

<sup>13</sup> Gallup : <https://news.gallup.com/poll/389096/congressional-approval-sinks-democrats-sour-further.aspx> (consulté en mai 2022).

<sup>14</sup> Lettre d'Hamilton à Gouverneur Morris, 27 février 1802, « a frail and worthless fabric ». L'édition complète des oeuvres d'Hamilton, publiées en 1904 en 12 volumes sous la direction d'Henry Cabot Lodge est disponible

peu commune au cours de sa brève histoire car à chaque fois des mécanismes correctifs – institutionnels, sociaux, politiques – ont permis d’éviter le naufrage. La principale leçon de la présidence Trump est pourtant plus simple : elle a démontré que cette fois-ci l’élément-clé qui a permis à la démocratie américaine de franchir le cap se trouve moins dans les structures (institutionnelles ou partisans) que dans l’intégrité personnelle des acteurs, renouant ainsi avec les propos de James Madison dans le numéro 55 des *Federalist Papers*, où le père intellectuel de la Constitution rappelait la nécessité d’une « vertu » civique pour faire fonctionner le nouveau gouvernement <sup>15</sup>. Il est en effet frappant de constater le rôle décisif que la conscience civique, le professionnalisme, ou la simple prudence ont joué au sein de trois groupes à des moments-clés : les procureurs fédéraux, la hiérarchie militaire et les responsables des élections au niveau fédéré. Le premier cas est le plus frappant. En dépit du rattachement du Ministère de la Justice au pouvoir exécutif, il existe une tradition – non-écrite – qui garantit l’indépendance du Ministère de la Justice au sein de l’administration, notamment depuis le scandale du *Watergate*. Le premier Procureur Général (*Attorney General*), Jeff Session (2017-18), un des alliés les plus proches de Trump dès la campagne de 2015-16, s’est récusé au moment de l’enquête autour du « Russiagate », laissant toute liberté à Robert Mueller (*Special Counsel*), au grand dam du président. Le second Ministre de la Justice, William Barr, lui aussi un grand allié du président, s’est pourtant distancié de l’administration en refusant de lancer une enquête sur Biden et sa famille au moment du scandale avec l’Ukraine (été 2019) et n’a pas relayé les accusations de fraude électorale faite par Trump lors de l’élection de 2020 ; il a au contraire opposé un démenti, certes tardif, mais ferme. Par ailleurs, le Ministère a lancé des enquêtes et a condamné des proches du président (Steve Bannon, Paul Manafort, Michael Cohen). La neutralité politique de l’armée a aussi été un élément particulièrement intéressant. Lors des manifestations post-George Floyd en juin 2020, Trump est apparu avec le Secrétaire à la Défense, Mark Esper, et le président du *Joint Chiefs of Staff*, Mark Milley pour faire un coup médiatique. Mais dans les 48 heures qui suivirent, les deux responsables se désolidarisèrent du président. Enfin, la résistance des élus fédérés au moment des controverses sur la fraude électorale en 2020 fut aussi un événement marquant, notamment en Géorgie avec les refus nets du Secrétaire d’Etat, Brad Raffensperger, et du Gouverneur, Brian Kemp, tous deux républicains, de collaborer avec Trump en donnant

---

en ligne grâce au Liberty Fund. Le texte de la lettre est donc consultable à : [http://oll.libertyfund.org/?option=com\\_staticxt&staticfile=show.php%3Ftitle=1387&chapter=93524&layout=html&Itemid=27](http://oll.libertyfund.org/?option=com_staticxt&staticfile=show.php%3Ftitle=1387&chapter=93524&layout=html&Itemid=27)

<sup>15</sup> Tim Wu, « What Really Saved the Republic from Trump ? », *New York Times*, 11 décembre 2020: <https://www.nytimes.com/2020/12/10/opinion/trump-constitution-norms.html> (consulté en mai 2022).

crédit à la thèse d'une fraude électorale massive. Ces quelques exemples soulignent à quel point les fameux « poids et contrepoids » (*checks and balances*) ne sauraient se mettre en œuvre spontanément. En dernière instance, la vitalité de la démocratie américaine repose sur la volonté de ses responsables de la faire vivre : c'est là un constat qui ne manquera pas de décevoir les tenants d'une « grande théorie de la démocratie » car il n'offre en rien une garantie de pérennité du régime. Mais il va dans le sens d'un constat historique indéniable, au moins pour les démocraties occidentales du 20<sup>ème</sup> siècle : l'absence d'un seul cas de mort de la démocratie du fait de ses seuls déséquilibres internes, contrairement à ce que soupçonne une vulgate « démocratico-sceptique ». Bancale, fragile, insatisfaisante, « en crise », la démocratie moderne met constamment en scène à la fois ses fragilités et sa résilience. La présidence Trump a jeté une lumière crue sur les limites et les incohérences de la première démocratie mondiale, mais cet épisode confirme une fois de plus qu'en l'absence d'un choc externe puissant (crise économique, conflit, invasion), les seules évolutions domestiques, aussi préoccupantes soient-elles, ne suffisent pas à mettre à bas un régime démocratique.

